
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 134
(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la cité
de Lachine

Bill No. 134
(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Lachine

Première lecture

First reading

M. ST-GERMAIN

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n^o 134

(PRIVÉ)

Loi modifiant la charte de la cité
de Lachine

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Lachine et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte soit de nouveau modifiée;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la cité de Lachine, en ajoutant, après le sous-paragraphe *e* du paragraphe 2, le sous-paragraphe suivant:

« *f*) vendre, aux conditions fixées par la Commission municipale du Québec, tout immeuble acquis avec une restriction imposant qu'il soit utilisé exclusivement pour fins de rue, de ruelle ou de parc, lorsqu'un tel immeuble n'est plus requis pour ces fins. »

2. L'article 426 de ladite loi est modifié, pour la cité:

a) en remplaçant le deuxième alinéa du paragraphe 1^o c par le suivant:

« Les personnes qui sont inscrites comme propriétaires au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard d'un immeuble compris dans le territoire visé par le règlement et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, sont convoquées au lieu et à la date fixés par le conseil à cette fin dans les [quarante] jours qui suivent

Bill No. 134

(PRIVATE)

An Act to amend the charter of the
city of Lachine

WHEREAS it is in the interest of the city of Lachine and necessary, for the proper administration of its affairs, that its charter be again amended;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act is amended for the city of Lachine, by adding after subparagraph *e* of subsection 2 the following subparagraph:

“(f) sell, on the conditions fixed by the Québec Municipal Commission, any immovable acquired with the restriction that it be exclusively used for purposes of a street, lane or park, when such immovable is no longer required for such purposes.”

2. Section 426 of the said act is amended for the city:

a) by replacing the second paragraph of paragraph 1c by the following:

“The persons who are entered as property owners on the assessment roll in force with respect to an immovable situated in the territory contemplated in the by-law and, in the case of physical persons, who are of full age and Canadian citizens, shall be convened at the place and on the date fixed by the council for such purpose within [forty] days after the passing of

l'adoption du règlement; le greffier convoque ces personnes au moyen d'un avis d'au moins [vingt et un] jours francs, pour l'heure qu'il fixe et qui ne doit pas être avant sept heures du soir ni après huit heures du soir. »

b) en remplaçant le cinquième alinéa du paragraphe 1^c par le suivant:

« Les personnes qui sont inscrites comme propriétaire au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard d'un immeuble compris dans une zone ou un secteur contigu à celle ou à celui qui fait l'objet du règlement, et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, sont habiles à voter, sur présentation au greffier, dans les [vingt et un] jours qui suivent la date de la publication de l'avis prévu au deuxième alinéa, d'une requête signée par au moins douze de ces personnes ou par la majorité d'entre elles si leur nombre est inférieur à vingt-quatre; »;

c) en remplaçant le troisième alinéa du paragraphe 17^o par le suivant:

« Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau du département de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder [vingt-cinq dollars]. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction. »

d) en insérant, après le paragraphe 17^o, le suivant:

« 17^a Avant toute poursuite pénale pour contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation et à la sécurité publique, la cité peut adresser, par la poste, au propriétaire ou au conducteur un avis sommaire décrivant la contravention et indiquant la pénalité minimum ainsi que l'endroit où cette pénalité peut être payée, dans les dix jours suivants, avec, en outre, deux dollars pour les frais.

Le paiement du montant requis dans le délai fixé par l'avis empêche la poursuite pénale.

Ce paiement ne peut cependant être invoqué comme admission de responsabilité civile.

the by-law; the clerk shall convene such persons by means of a notice of at least [twenty-one] clear days, for the time which he fixes and which must not be earlier than seven o'clock in the evening or later than eight o'clock in the evening."

(b) by replacing the fifth paragraph of paragraph 1c by the following:

"The persons who are entered as property owners on the valuation roll in force with respect to an immovable situated in a zone or sector adjacent to that which is the subject of the by-law, and, in the case of physical persons, who are of full age and Canadian citizens, shall be qualified to vote, upon presentation to the clerk, within the [twenty-one] days following the date of publication of the notice provided for in the second paragraph, of a petition signed by at least twelve of such persons or by a majority of them if they are fewer than twenty-four;"

(c) by replacing the third paragraph of paragraph 17 by the following:

"Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the police department and by paying as fine the sum fixed in the by-law but which must not exceed [twenty-five] dollars. The payment of the fine and the receipt given by the person appointed by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction."

(d) by inserting after paragraph 17 the following:

"(17a) Before any penal prosecution for an infraction to the municipal by-laws relating to traffic and public safety, the city may mail to the owner or operator of the vehicle a summary notice describing the infraction and indicating the minimum penalty and the place where such penalty, and two dollars for costs, may be paid within the ensuing ten days.

Payment of the required amount within the delay fixed by the notice shall prevent penal prosecution.

Such payment, however, shall not be invoked as an admission of civil liability.

Après ce paiement, l'inculpé doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction. Cependant, si celle-ci entraîne la suspension ou révocation d'un permis ou d'un certificat d'immatriculation, l'inculpé peut, s'il n'en a pas été prévenu dans l'avis, renoncer à l'immunité d'être poursuivi découlant du paiement et annuler ainsi son admission de culpabilité. »

3. L'article 429 de ladite loi est modifié pour la cité en insérant, après le paragraphe 20°, le suivant :

« 20°a Pour pourvoir à l'entretien d'hiver des rues et des trottoirs aux frais de la municipalité et déterminer quand il le juge à propos que la neige sera soufflée ou déposée sur les trottoirs et sur les terrains privés, pourvu qu'il détermine aussi les précautions nécessaires en pareils cas pour éviter les dommages à la personne et à la propriété; ».

4. L'article 472 de ladite loi est modifié pour la cité en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant :

[« 2° Pour décréter que le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'une terre, de laisser pousser sur ce lot ou cette terre, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des véhicules automobiles non-immatriculés et hors d'état de fonctionner, des déchets, des détritiques, des papiers ou des bouteilles vides, constitue une nuisance et pour permettre aux employés de la cité de s'introduire sur ces lots, terrains ou terres, afin d'y enlever ces nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut, et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister de telles nuisances sur leurs terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à empêcher ces nuisances; »].

5. Le conseil est autorisé à acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble, servitude ou droits réels, pour fins publiques, communautaires ou toute autre fin.

Le conseil est autorisé à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Il peut aussi

After such payment, the accused shall be considered to have been found guilty of the infraction. However, if such infraction entails the suspension or cancellation of a permit or registration certificate, the accused, if he has not been so informed in the notice, may renounce the immunity from prosecution resulting from the payment and so annul his admission of guilt."

3. Section 429 of the said act is amended for the city by inserting after paragraph 20 the following:

"(20a) To provide for winter maintenance of the streets and sidewalks at the expense of the municipality, and to decide, when it considers it appropriate, that snow will be blown onto or piled on the sidewalks and private grounds, provided it also decides what precautions are necessary in such cases for preventing damage to persons and property;".

4. Section 472 of the said act is amended for the city by replacing paragraph 2 by the following:

["(2) To decree that for the owner or occupant of a vacant or partly built lot, or of land to allow branches, bushes or weeds to grow on the said lot or land, or to leave thereon scrap iron, motor vehicles which are not registered and not in running order, rubbish, refuse, paper or empty bottles, constitutes a nuisance and to authorize the employees of the city to enter upon the said lots or grounds or lands in order to remove such nuisances at the expense of the owner or occupant at fault, and to impose fines on persons who permit such nuisances on their lands, or to take or impose any measure intended to prevent such nuisances;"].

5. The council is authorized to acquire by agreement or by expropriation any immovable, part of an immovable, servitude or real right, for public or community purposes or any other purpose.

The council is authorized to hold, lease and manage the immovables acquired under the first paragraph. It may also

aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Il peut également les aliéner aux conditions qu'il détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec.

Le conseil est tenu de payer à l'égard des immeubles qu'il détient en vertu du présent article toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

Le conseil peut, pour les fins du présent article, contracter des emprunts par règlement qui ne requiert pas d'autre approbation que celle de la Commission municipale du Québec et du ministre des affaires municipales.

6. 1. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la cité qu'il détermine, accorder une subvention à la restauration de tout bâtiment résidentiel jugé non conforme aux normes d'habitabilité exigées par les règlements municipaux en vigueur.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder quarante pour cent du coût réel des travaux de restauration, ni le quart de la valeur réelle du bâtiment restauré telle qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

2. Le conseil peut, par règlement et aux conditions qu'il détermine, accorder une subvention à la restauration de tout immeuble constituant, en tout ou en partie, un bien culturel reconnu ou classé au sens de la Loi sur les biens culturels (1972, chapitre 19) ou de tout immeuble situé ou compris dans un arrondissement historique ou une aire de protection au sens de cette loi.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder vingt-cinq pour cent du coût réel de la partie des ouvrages que le conseil considère comme travaux de restauration.

3. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la cité qu'il détermine, accorder une subvention pour la démolition de tout bâtiment résidentiel jugé impropre à l'habitation et la construction d'un nouveau bâtiment résidentiel.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder la valeur du bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière, ni le sixième de la valeur réelle du nouveau

equip such immoveables and install the necessary public services there. It may also alienate them on the conditions which it determines with the approval of the Québec Municipal Commission.

The council must pay on the immoveables which it holds under this section all taxes which may be exacted from an owner of real estate in the municipality.

The council may, for the purposes of this section, contract loans by by-law requiring no other approval than that of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

6. (1) The council may, by by-law, on the conditions and in the sectors of the city which it determines, grant a subsidy for the restoration of any residential building deemed not conformable to the housing standards required by the municipal by-laws in force.

The amount of such subsidy shall not exceed forty per cent of the actual cost of the restoration works, nor one-fourth of the actual value of the restored building as entered for the first time on the assessment roll.

(2) The council may, by by-law and on the conditions which it determines, grant a subsidy for the restoration of any immovable constituting, in whole or in part, a cultural property recognized or classified within the meaning of the Cultural Property Act (1972, chapter 19) or of any immovable situated or comprised in a historic district or protected area within the meaning of that act.

The amount of such subsidy shall not exceed twenty-five per cent of the actual cost of the part of the works which the council considers to be restoration works.

(3) The council may, by by-law, on the conditions and in the sectors of the city which it determines, grant a subsidy for the demolition of any residential building deemed unfit for housing and the construction of a new residential building.

The amount of such subsidy shall not exceed the value of the building to be demolished entered on the real estate assessment roll, nor one-sixth of the actual

bâtiment, telle qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

4. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la cité qu'il détermine, accorder une subvention pour la démolition de tout bâtiment résidentiel principal ou de tout bâtiment accessoire jugés impropres à leur destination.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder le coût réel de ces travaux ni dépasser deux cent cinquante dollars.

5. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la cité qu'il détermine, accorder au propriétaire de tout bâtiment restauré ou reconstruit, selon les dispositions des paragraphes 1 et 3, une subvention pour la location de tout logement à un locataire désigné par le conseil.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder la différence entre la valeur locative du logement inscrite au rôle et le loyer que peut payer le locataire choisi par le service du bien-être social de la cité.

6. Le conseil peut, par règlement, aux conditions et dans les secteurs de la cité qu'il détermine, accorder une subvention pour la démolition de tout bâtiment jugé impropre à sa destination ou jugé être contraire à la destination de son emplacement et pour la reconstruction d'un nouveau bâtiment.

Le montant de cette subvention ne doit pas excéder la moitié de la valeur du bâtiment à démolir inscrite au rôle d'évaluation foncière, ni le sixième de la valeur réelle du nouveau bâtiment, telle qu'inscrite pour la première fois au rôle d'évaluation.

7. 1. Le conseil peut, par règlement, constituer un fonds connu sous le nom de « fonds de stabilisation des dépenses de déneigement » afin de mettre à sa disposition les deniers dont il peut avoir besoin pour rencontrer les dépenses de déneigement.

2. Le conseil dresse à ces fins un budget quinquennal des dépenses de déneigement et approprie annuellement, à même les revenus provenant de la taxe foncière générale, une somme équivalente à un cinquième du montant total prévu à ce

value of the new building, as entered for the first time on the assessment roll.

(4) The council may, by by-law, on the conditions and in the sectors of the city which it determines, grant a subsidy for the demolition of any main residential building or of any accessory building deemed improper for their destination.

The amount of such subsidy shall not exceed the actual cost of such works nor exceed two hundred and fifty dollars.

(5) The council may, by by-law, on the conditions and in the sectors of the city which it determines, grant to the owner of any restored or rebuilt building, pursuant to the provisions of subsections 1 and 3, a subsidy for the rental of any dwelling to a tenant designated by the council.

The amount of such subsidy shall not exceed the difference between the rental value of the dwelling entered on the roll and the rental which the tenant chosen by the social welfare service of the city may pay.

(6) The council may, by by-law, on the conditions and in the sectors of the city which it determines, grant a subsidy for the demolition of any building deemed unfit for its destination or deemed to be contrary to the destination of its site and for the reconstruction of a new building.

The amount of such subsidy shall not exceed one-half of the value of the building to be demolished entered on the real estate assessment roll, nor one-sixth of the actual value of the new building, as entered for the first time on the assessment roll.

7. (1) The council may by by-law, establish a fund called the "snow removal expenses stabilization fund" to place at its disposal the moneys which it may require to meet snow removal expenses.

(2) The council shall draw up for such purposes a five-year budget of snow removal expenses and appropriate yearly, out of the revenues derived from the general real estate tax, a sum equivalent to one-fifth of the total amount provided

budget quinquennal afin de payer ces dépenses.

3. Pour les fins du présent article, l'expression « dépenses de déneigement » comprend toutes les dépenses directes faites pour le déneigement et pour l'entretien des rues et des trottoirs pour la période s'étendant du 1^{er} octobre d'une année au 1^{er} mai de l'année suivante; ces dépenses comprennent notamment:

- a) les salaires et les avantages sociaux des employés;
- b) les achats de matériaux, de fournitures et de combustibles;
- c) la location d'équipement et d'outillage;
- d) les contrats à forfait;
- e) les coûts de réparation et d'entretien des véhicules et de l'équipement;
- f) les autres frais relatifs à l'utilisation des véhicules et de l'équipement;
- g) les versements annuels au fonds de roulement pour le renouvellement et l'achat d'équipement ou d'outillage;
- h) le service de la dette relatif aux emprunts faits pour l'achat d'équipement et d'outillage;
- i) les réclamations pour dommages causés à la personne et aux biens à l'occasion du déneigement.

4. Tout surplus ou déficit annuel est reporté d'année en année jusqu'à l'expiration du budget quinquennal. À la fin de cette période, le surplus ou le déficit accumulé fait partie du budget général de l'année suivante.

8. L'article 4 de la Loi des fonds industriels (Statuts refondus 1964, chapitre 175) est modifié pour la cité en ajoutant à la fin les alinéas suivants:

« Advenant l'expropriation aux fins mentionnées au premier alinéa de la totalité ou d'une partie des lots 548, 549 et 550 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent dans la division d'enregistrement de Montréal et 886 du cadastre de la paroisse de Lachine, la cité de Lachine deviendra propriétaire des immeubles expropriés en déposant au bureau d'enregistrement une déclaration à l'effet que le montant de l'offre a été consigné au greffe de la Cour pour être distribué conformément aux dispositions de l'article 787 du Code de procédure civile.

for in such five-year budget to pay such expenses.

(3) For the purposes of this section, the expression "snow removal expenses" includes all direct expenses incurred for snow removal and for the maintenance of the streets and sidewalks for the period extending from the 1st of October in one year to the 1st of May in the next year. Such expenses include particularly:

- (a) salaries and fringe benefits of the employees;
- (b) purchases of materials, supplies and fuel;
- (c) lease of equipment and tools;
- (d) job contracts;
- (e) costs of repair and maintenance of vehicles and equipment;
- (f) other expenses relating to the use of vehicles and equipment;
- (g) annual payments into the working fund for the renewal and purchase of equipment and tools;
- (h) debt service of the loans contracted for the purchase of equipment and tools;
- (i) claims for damage caused to persons and property during snow removal.

(4) Any annual surplus or deficit shall be carried forward from year to year until the expiry of the five-year budget. At the end of such period, the accumulated surplus or deficit shall form part of the general budget for the next year.

8. Section 4 of the Industrial Funds Act (Revised Statuts, 1964, chapter 175) is amended for the city by adding at the end the following paragraphs:

"In the event of expropriation for the purposes mentioned in the first paragraph of the whole or part of lots 548, 549 and 550 of the cadastre of the parish of Saint-Laurent in the registration division of Montreal and 886 of the cadastre of the parish of Lachine, the city of Lachine shall become owner of the expropriated immovables by depositing at the registry office a declaration to the effect that the amount of the offer has been consigned at the office of the court for distribution according to the provisions of article 787 of the Code of Civil Procedure.

La cité pourra alors immédiatement louer ou vendre pour des fins industrielles les immeubles dont elle est ainsi devenue propriétaire pourvu que le prix de vente au comptant ou à terme ou que le prix de location soit basé sur le montant offert par pied carré dans l'avis d'expropriation majoré d'au moins dix pour cent. »

9. Nonobstant les dispositions de l'article 15 du chapitre 78 des lois de 1945, le conseil peut adopter un règlement modifiant le règlement numéro 1003 de la cité concernant le zonage, quant à cette partie de son territoire connue et désignée comme étant la jetée extérieure du Canal de Lachine; il n'est pas nécessaire que ce règlement, ou tout règlement le modifiant, soit soumis à l'approbation des électeurs propriétaires.

10. Les articles 14 et 15 du chapitre 78 des lois de 1945 sont abrogés.

11. L'article 6 du chapitre 72 des lois de 1951/1952 est abrogé.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

The city may then immediately lease or sell for industrial purposes the immovables of which it has become owner provided that the price of sale for cash or on credit or the rental is based on the amount offered per square foot in the expropriation notice increased by at least ten per cent."

9. Notwithstanding the provisions of section 15 of chapter 78 of the statutes of 1945, the council may adopt a by-law amending by-law number 1003 of the city respecting zoning, as regards that part of its territory known and designated as the outside pier of the Lachine Canal; it is not necessary that such by-law, or any by-law amending it, be submitted for approval to the electors who are property owners.

10. Sections 14 and 15 of chapter 78 of the statutes of 1945 are repealed.

11. Section 6 of chapter 72 of the statutes of 1951/1952 is repealed.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.